signées de la Grande-Bretagne, à New-York, par la côte du Pacifique et de là à l'Orient, faisant ainsi des ports d'escale les ports de la Colombie-Anglaise pour leur expédition sur une ligne d'entier parcours. Comme conséquence de cette conduite de la chambre de commerce, les gens de la côte s'occupèrent de la chose plus attentivement, et la conséquence fut que M. Blair, secrétaire de la chambre de commerce, qui demanda d'interviewer le gouvernement d'Ottawa, lorsqu'il vint ici au mois de septembre de l'année dernière, avec une délégation fut prié de traiter non seulement cette question mais d'autres questions relatives aux villes de la côte.

Il me semble aussi que par suite de l'action de la chambre de commerce, quelques employés de la Canadian Manufacturer's Association eurent une entrevue avec le Gouvernement. Plus tard, deux de ces messieurs, M. J. C. Parsons, vice-président de la Canadian Manufacturer's Association, et M. J. E. Walsh, gérant des transports, s'est rendu à la côte du Pacifique et est arrivé à Vancouver pendant que M. Blair, secrétaire de la chambre de commerce, était à Ottawa. Ils eurent plusieurs entrevues avec la chambre de commerce et les hommes d'affaires de Vancouver pour discuter cette question. Lors de l'une de ces entrevues, tenue le 15 octobre, M. Parsons déclara qu'il avait eu une entrevue avec le premier ministre et avait constaté que celui-ci était d'avis que si un officier de douane était établi à New-York, dès que le canal de Panama serait utilisé pour le commerce côtier, une grande quantité de marchandises en seraient écartées au détriment des chemins de fer canadiens. M. Walsh était aussi présent à cette assemblée, mais il fit une assertion plus claire à une autre séance tenue la semaine suivante.

Naturellement l'expression de cette idée donna aux gens de Vancouver l'idée que les chemins de fer du Canada s'opposaient à ce que cela se fit.

M. Walsh était aussi présent à cette assemblée; mais son assertion fut faite d'une manière plus distincte la semaine suivante à une autre assemblée. A la même assemblée tenue à Vancouver, il fut lu un télégramme de M. Blair, secrétaire de la chambre de commerce, tendant à dire qu'il avait eu une assemblée avec sir Robert Borden, sir George E. Foster, l'honorable M. Reid et l'honorable M. Burrell, sur la question relative à un officier de douane à New-York, et il a prétendu que la chose ne serait pas décidée avant que la commission eût vu

M. Walsh et le président de l'association des manufacturiers. Beaucoup de sympathie fut apparemment exprimée par les membres du Gouvernement. Ils ont prétendu que les manufacturiers avaient changé d'attitude sur cette question-là, et que, sans l'aide des manufacturiers canadiens, la cause était irrémédiablement perdue; mais, par contre, il fut lu un télégramme de M. Taylor, qui disait que les manufacturiers n'avaient pas changé d'avis. Jusque-là, les chemins de fer et l'association des manufacturiers s'opposaient à l'adoption de cette politique; mais plus tard, après l'arrivée de M. Blair, de retour de l'Est, il y eut une autre entrevue à laquelle étaient présents M. Parsons et M. Walsh. A cette entrevue, M. Blair dit: "Quant à placer un officier de douane à New-York, aucune promesse précise n'a été faite, et le Gouvernement n'y est pas opposé et n'a exprimé aucune raison contraire à la proposition." Ainsi donc, d'après l'assertion de M. Blair à cette occasion, aucune raison précise n'a été donnée pour expliquer pourquoi il ne pourrait pas être disposé de la requête de la chambre de commerce. A la deuxième entrevue, qui était aussi la dernière que devaient avoir M. Parsons et M. Walsh avec les hommes d'affaires de Vancouver, il fut dit par M. Parsons qu'ils ne pouvaient faire aucune promesse définitive, bien que l'on eût prétendu que les chemins de fer devaient faire une proposition pour faire disparaître la condition formulée à cause de la côte du Pacifique parce que le Gouvernement ne permettait pas aux hommes d'affaires de bénéficier du canal de Panama.

On a ensuite demandé à M. Walsh ce qu'on lui avait dit au sujet du transport, et il a répondu que les taux seraient fixés pour faire face aux exigences du moment, assertion faite d'une manière générale. Il n'a pas donné de chiffres précis à ce sujet. Plus tard, lors de la même entrevue, M. Parsons fit cette assertion: Votre situation indique que vous aurez des voies de communication par eau; mais j'ignore quand vous les aurez. D'après cette assertion il semble que M. Parsons comprenait que la demande des gens de la Colombie-Anglaise était raisonnable et devait attirer l'attention; mais il semblait croire que quelque chose empêchait les gens de recevoir les accommodations qu'exigeaient les affaires et qui devaient leur être données. Plus tard, le 22 décembre, le "Toronto Globe" publiait un article intitulé: "La Colombie a besoin de moyens de transport," et dans cet ar-

[L'honorable M. BOSTOCK.]